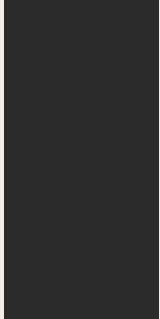




TRIBUNE

**“Nous appelons
l’État à sortir de
son silence face à
l’urgence sociale
que vivent les
personnes
exilées”**



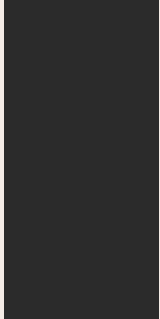
Pendant 5 semaines, un nombre croissant de personnes exilées ont occupé l'Espace Social Commun Simone-Iff, situé dans le quartier de Maurepas, à Rennes. Cette situation d'urgence sociale n'est malheureusement pas nouvelle. Depuis de nombreuses années maintenant, la ville de Rennes voit s'installer des campements de plus en plus importants où survivent des hommes, des femmes et des enfants.

L'actualité qui a mis en lumière la situation de l'Espace Social Commun révèle le **désengagement profond des gouvernements** en matière d'hébergement d'urgence. Cette crise doit être replacée dans son contexte international. Ces mouvements forcés de populations dépassent très largement l'échelon local et appellent une réponse nationale et européenne cohérente, structurée et durable.

Nous, parlementaires, élu.e.s locaux et représentant.e.s de groupes politiques de gauche et écologistes d'Ille-et-Vilaine, dénonçons avec gravité les manquements nationaux de l'Etat dans l'exercice de sa compétence en matière d'hébergement d'urgence. **Les collectivités locales de gauche, bien qu'engagées et solidaires, ne peuvent pallier indéfiniment ces carences.**

L'épuisement est général. En premier lieu, celui des familles qui vivent dans la précarité, la peur et l'incertitude. Celui des travailleurs sociaux, des agents, des bénévoles, des militant.es, des élu.es. Enfin, celui d'une société qui voit ses principes de solidarité s'effriter et qui affronte par la même la montée du populisme.

Les collectivités territoriales sont en bout de chaîne d'une politique nationale défaillante et tentent de mobiliser les moyens dont elles disposent pour agir là où le gouvernement pêche par son inaction : **assurer la sécurité et la dignité des personnes en situation de vulnérabilité.** Ce même Etat qui asphyxie toujours plus financièrement les collectivités.



Dans ses réponses – quand réponse il y a -, le gouvernement n'a qu'une vision court-termiste en apportant des solutions pansements. Nous avons besoin aujourd'hui de **réponses structurelles, d'anticipation, de coordination**, à l'échelle de la Bretagne et du territoire national. Et il est temps d'appréhender les parcours dans leur ensemble et apporter **une réponse digne** à l'urgence de mise à l'abri des personnes qui en ont besoin, tout en leur garantissant un accompagnement adapté et un accès facilité aux droits. Il faut mettre un terme à l'errance administrative qui enferme toujours un peu plus les exilé.es dans la honte, la détresse et la déshumanisation.

Le droit au travail doit être revu en tant que vecteur essentiel d'émancipation, de dignité et de stabilité. L'accès à l'emploi, soumis à une présence minimale sur le territoire, est passé de trois à sept ans en quelques années. Cette restriction prive les personnes d'autonomie financière.

Accueillir ces personnes aux parcours de vie fracassés sur notre territoire est un devoir. Leur arrivée n'est ni un danger ni un problème et peut même être une opportunité dans le cadre d'un accueil digne et respectueux. Cela doit commencer par une vague de régularisation, leur permettant ainsi de se projeter dans une vie stable, condition essentielle pour tous les enfants scolarisés dans nos écoles, collèges et lycées.

Nous élu.es demandons au gouvernement de porter, en France comme dans les instances européennes, une politique migratoire basée sur l'accueil digne, la solidarité et la fraternité. Ce sont les bases d'une république humaniste.

- Marion Le Frère, Olwen Dénès co-président.es du groupe Ecologiste, Fédéraliste et Citoyen du Département d'Ille-et-Vilaine
- Groupe de Gauche Socialiste et Citoyen du Département Ille-et-Vilaine
- Daniel Salmon, Sénateur d'Ille-et-Vilaine
- Sylvie Robert, Sénatrice d'Ille-et-Vilaine
- Tristan Lahais, Député d'Ille-et-Vilaine
- Claudia Rouaux, Députée d'Ille-et-Vilaine
- Mickaël Bouloux, Député d'Ille-et-Vilaine
- Groupe Socialiste, Démocrate et Citoyens à la Ville de Rennes
- Lucile Koch-Schlund, Laurent Hamon, co-président.es des élu.es Ecologistes et Citoyen.nes ville de Rennes
- Valérie Fauchoux, Morvan le Gentil, co-président.es des élu.es Ecologistes et citoyen.nes de Rennes Métropole
- Elu.es Communistes de la Ville de Rennes et de la Métropole
- Olivier Roullier, Président du groupe Génération.s à la ville de Rennes
- Les Ecologistes Bretagne
- La Fédération d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste
- La Fédération d'Ille-et-Vilaine du Parti Communiste Français
- L'Union Démocratique Bretonne
- Comité Génération.s



Contacts

Anne-Françoise Courteille : 06 31 41 40 28 / Marion Le Frère : 06 98 91 94 21
Benoît Sohier : 06 61 57 32 10 / Olwen Denes : 06 98 91 93 96